

Outre les points ci-dessous, nous aborderons d'autres questions dans le débat comme celle de l'évolution de la DRH en lien avec un management de type privé que nous récusons, ou encore évidemment l'exigence du maintien de CHSCT distincts pour Tours et Orléans-Bourges.

Budget INRA

Le gouvernement Hollande-Valls vient de confirmer 21 milliards de coupes dans les dépenses publiques, s'attaquant en particulier aux différentes branches de notre système de protection sociale, aux dotations des collectivités territoriales tout en offrant de multiples cadeaux au patronat au nom du pacte de responsabilité et de sa politique revendiquée « pro-business ». Au-delà des déclarations lénifiantes de la ministre sur le caractère « protégé » de la recherche, il semblerait que la dotation d'Etat pour l'INRA « progresserait » de +0.1%, c'est à dire baisserait donc largement avec l'inflation ! *Quelle a été la stratégie de la Direction dans les demandes pour l'INRA ? Comment la Direction de l'INRA compte-t-elle concrètement arrêter la dégradation du soutien de base des unités et quelles directives va-t-elle donner aux départements en ce sens ? Va-t-elle enfin revenir en arrière sur l'objectif de soutien (1/3 du budget) affecté aux métaprogrammes ? Comment la Direction compte-t-elle stopper la chute continue du nombre de recrutements qui fragilise nombre d'unités ? Va-t-elle ou non enfin utiliser à plein le plafond d'emplois autorisé de 10000 ETP ?*

Emplois économisés ?

L'IGAENR a évalué dans un rapport fin juillet à 940 le nombre d'emplois susceptibles d'être « économisés » dans les fonctions support des EPST, estimant ce nombre à 159 emplois à supprimer pour l'INRA. En réponse, dans la présentation du budget 2015 le Ministère annonce une économie de 4M€ sur les fonctions supports. *La Direction Générale entend-elle se conformer à cette injonction, qui ne pourrait que dégrader encore plus les conditions de travail des collègues ?*

Statut Chercheurs

D'après la presse, le Conseil stratégique de la Recherche entendrait s'engager dans une modification radicale du statut des chercheurs avec une expérimentation de « tenure track », c'est à dire de titularisation conditionnelle après un contrat de 6 à 7 ans ! La Direction Générale condamne-t-elle, ce qui nous semblerait normal, une telle opération ?

COMUES

Lors du dernier CT MESR, le ministère a annoncé que les ministères devraient revoir leurs missions dans le cadre de la réforme territoriale en cours de débat à l'Assemblée et entamer un cycle de négociations sur les missions de l'ESR au plan territorial, laissant entrevoir une régionalisation encore plus accentuée du dispositif avec les COMUES comme éléments structurants. On doit aussi noter que la direction du CNRS se positionne désormais comme membre fondateur de la plupart des COMUES. *Comment la DG INRA entend-elle se positionner pour préserver le caractère national de l'Institut, mais aussi les statuts des personnels qui n'entendent pas devenir à terme agents des COMUES ? C'est notamment la question posée au sujet de l'IDEX Toulouse dont le porteur est la COMUE.*

Régionalisation de l'ESR

Alors que se développe cette offensive visant à régionaliser le dispositif de l'ESR, les dotations CPER s'effondrent dans nombre de régions (-90% en Poitou-Charentes par exemple.). *Comment la direction se positionne-t-elle dans ces négociations ?*

IAVFF

A l'opposé du budget recherche en général, celui affecté à l'enseignement supérieur et à la recherche agricole progresserait de 6% ! *Y a-t-il un lien avec l'IAVFF ? et quelle est la contribution INRA prévue à l'IAVFF ?*